A woman in a red patterned sari is harvesting green beans in a field. She is holding a bunch of green beans and looking down at them. The background is a clear blue sky.

# Tirer parti du financement de la nutrition pour sauver des vies et accélérer la réalisation des ODD

Novembre 2023

# Table des matières

Résumé exécutif	3
Contexte et analyse du financement de la nutrition	4
Trois domaines d'opportunité pour accélérer les progrès en matière de financement de la nutrition	6
Messages clés sur le financement de la nutrition	12
Références	16

*Ce document a été élaboré à l'origine par les partenaires du Mouvement SUN, notamment la Banque mondiale, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'UNICEF et la Commission européenne, sous la direction du Coordonnateur SUN et avec le soutien du Secrétariat SUN et du Président de l'équipe spéciale de financement SUN pour la réunion du Groupe pilote SUN en septembre 2023.*

## Résumé exécutif

### La nutrition est négligée au cœur de la polycrise

Le monde est confronté à une polycrise provoquée par des chocs récurrents et croisés, notamment des inégalités croissantes, des conflits, le changement climatique, une pandémie mondiale, des niveaux d'endettement insoutenables et des perturbations du marché de l'énergie, des denrées alimentaires et des engrais. L'enjeu relatif à la nutrition se trouve au cœur de cette polycrise, avec des effets cumulés sur le développement individuel et sociétal. Les personnes les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes enfants, subissent des conséquences physiques et cognitives tout au long de leur vie, notamment une baisse de l'éducation, de la productivité et des revenus, ainsi qu'un cycle intergénérationnel dévastateur de malnutrition. Au niveau de la société, les effets cumulés d'une mauvaise nutrition ont entraîné une baisse de la productivité, une explosion des coûts des soins de santé et une perte de PIB<sup>1</sup>. En Afrique, la plupart des pays présentent un indice de capital humain inférieur à 0,40 ; à l'âge adulte, ces enfants ne pourront ainsi maximiser à peine 40 % de leur plein potentiel économique. Chaque année, la malnutrition coûte à l'économie mondiale environ 3 500 milliards de dollars, soit 5 % du PIB<sup>2</sup>.

Si l'impact de ces crises interdépendantes sur la nutrition est évident, l'inverse est également vrai. L'investissement dans la nutrition peut être un catalyseur puissant pour atteindre une série d'objectifs mondiaux en matière de santé et de développement et pour lutter contre ces chocs. On estime que chaque dollar investi dans la prévention de la malnutrition génère 16 dollars de bénéfices nets. La lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes est au cœur des ODD et doit être reconnue comme un élément à la fois central et indispensable pour relever les défis mondiaux les plus pressants, et donc financée en conséquence. Le Groupe pilote SUN peut jouer un rôle essentiel en veillant à ce que le financement de la nutrition soit au cœur de chaque conversation au sujet du financement de la santé, des systèmes alimentaires, du climat et de la pauvreté, non seulement en tant qu'avantage secondaire, mais également en tant qu'objectif principal.

### Trois domaines d'opportunité pour accélérer les progrès en matière de financement de la nutrition

Pour répondre aux besoins croissants des pays, en particulier des plus vulnérables dans les situations de fragilité, l'architecture de financement de la prévention et du traitement de la malnutrition peut et doit être remodelée. Trois opportunités clés offrent des domaines d'action pour les pays et les parties prenantes :

1. **Mobiliser davantage de ressources nationales**, notamment en augmentant l'efficacité et le volume global des financements provenant des principaux secteurs et ministères concernés par la nutrition. Des occasions d'accélérer les progrès se profilent à l'horizon : a) le Sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G) ; b) le prochain cadre politique de l'Union africaine en matière de nutrition et les objectifs de financement ; c) les programmes et les voies de transformation des systèmes alimentaires nationaux ; et d) les nouveaux outils et les modalités d'assistance technique pour aider les dirigeants nationaux.
2. **Maximiser les sources de financement existantes**, y compris l'aide bilatérale, les institutions financières internationales et les outils de financement du développement qui ont été déployés efficacement dans d'autres secteurs. Le pouvoir des banques de développement n'a pas encore été pleinement exploité en faveur de la nutrition, et une intégration plus étroite de la nutrition dans les efforts de mobilisation de ressources sectorielles plus larges est nécessaire de toute urgence.
3. **Exploiter de nouvelles sources de financement**, y compris le financement climatique et le financement innovant. Un leadership est nécessaire pour intégrer la nutrition dans les processus spécifiques de la Conférence des Parties (COP) et les instruments de financement du climat, et pour générer de nouveaux outils de financement innovants qui n'existent pas encore dans le domaine de la nutrition.

## Contexte et analyse du financement de la nutrition

### État des lieux du financement de la nutrition : tendances en matière de financement national, de financement par les donateurs et de financement innovant

Le financement du développement provient principalement de trois sources : les ressources nationales, l'aide publique au développement (APD) et le financement innovant. Bien que les systèmes alimentaires et nutritionnels offrent certaines des meilleures possibilités pour améliorer la santé humaine et planétaire tout en augmentant la productivité économique, la nutrition reste encore à la traîne par rapport à d'autres secteurs lorsqu'il s'agit de catalyser les sources de financement traditionnelles et novatrices.

En 2017, le tout premier cadre d'investissement mondial pour la nutrition a souligné que l'intensification d'un ensemble d'interventions spécifiques à la nutrition fondées sur des données probantes et à fort impact coûterait environ 7 milliards de dollars par an, avec la possibilité de réduire 65 millions de cas de retard de croissance chez les enfants et jusqu'à 265 millions de cas d'anémie chez les femmes, et de traiter 91 millions d'enfants souffrant d'émaciation<sup>3</sup>. Le financement étant une contrainte majeure, ce niveau d'intensification n'a pas pu être atteint. Le cadre d'investissement est en cours de mise à jour pour inclure de nouvelles données probantes sur les interventions spécifiques à la nutrition, y compris les approches tenant compte du climat et du genre.

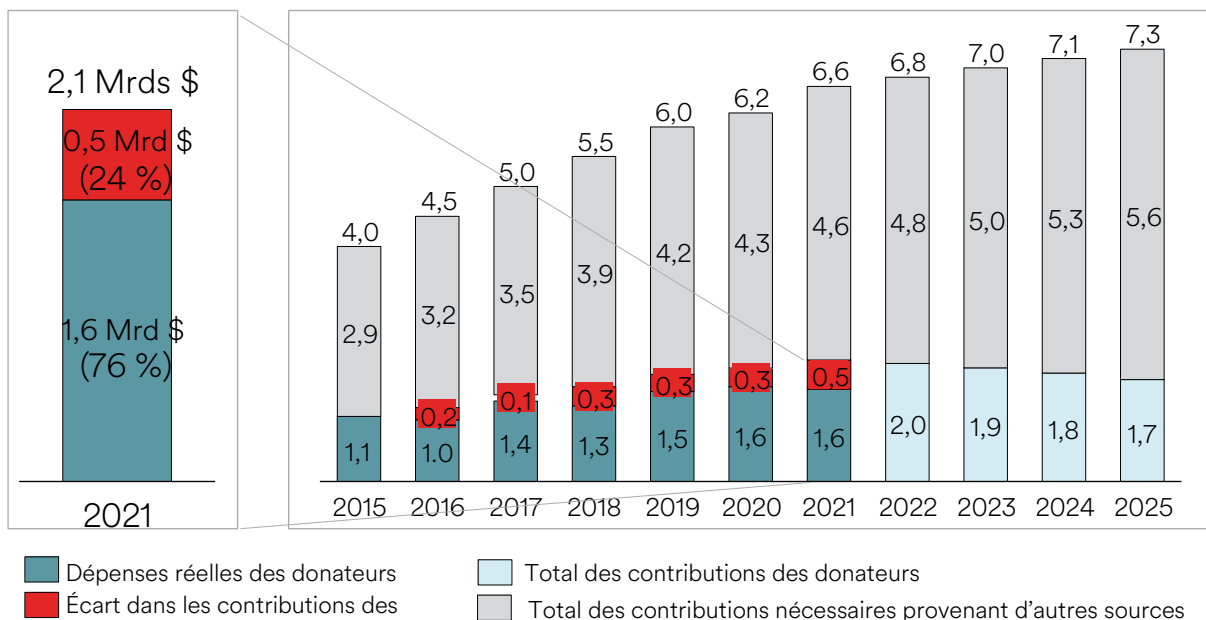
#### *Tendances du financement national*

Compte tenu de la probabilité d'une stagnation de l'APD dans un contexte de crise prolongée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'augmentation des taux de surpoids et d'obésité dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) et de l'intensification de l'impact du climat sur les personnes les plus vulnérables, le financement national de la nutrition est devenu plus important que jamais. Cependant, la plupart des pays n'ont pas de visibilité sur le montant qu'ils allouent et dépensent pour la nutrition. Une analyse pré-pandémique (2015 à 2017) des données de financement du secteur de la santé de 42 pays a montré que les tendances estimées des dépenses intérieures pour la nutrition étaient stables en moyenne, avec une baisse dans certains pays les plus touchés<sup>4</sup>. Parmi toutes les catégories de dépenses, la nutrition recevait la plus petite part du budget gouvernemental, à savoir moins de 3 %, et dépendait en grande partie de l'aide extérieure<sup>5</sup>. Une étude menée par la Banque mondiale datant de 2021 a prédit une probable tendance à la baisse des dépenses nationales de santé dans les PRFM, et a suggéré que le retour aux niveaux d'avant la pandémie n'est pas prévu avant la fin de la décennie<sup>6</sup>. En outre, les analyses des flux de financement des politiques et programmes spécifiques à la nutrition par le biais d'autres systèmes et secteurs clés - y compris, mais sans s'y limiter, les systèmes d'alimentation, d'éducation et de protection sociale - sont largement inexistantes.

#### *Tendances de l'aide au développement en outre-mer (ODA)*

Bien qu'elle soit la cause sous-jacente de près de la moitié des décès chez les enfants<sup>7</sup>, les programmes spécifiques à la nutrition continuent de représenter moins de 1 % de l'ensemble de l'ODA.

Après une augmentation progressive des décaissements de l'ODA en faveur d'interventions nutritionnelles fondées sur des données probantes, de 1,1 milliard de dollars en 2015 à 1,6 milliard de dollars en 2020, les décaissements ont atteint un plafond en 2021, ce qui a entraîné le déficit le plus important à ce jour pour le financement des donateurs (figure 1)<sup>8</sup>.



**Figure 1 Contributions annuelles nécessaires pour intensifier les interventions prioritaires telles que définies par le cadre d'investissement pour la nutrition (en milliards de dollars américains)**  
Source : Banque mondiale

Bien qu'il n'existe pas de données similaires pour les secteurs sensibles à la nutrition, la modélisation effectuée en 2020 sur l'impact probable de la pandémie sur les flux de l'ODA prévoit une forte diminution de l'ODA dans les secteurs sensibles à la nutrition en 2022, et un lent retour aux tendances d'avant la pandémie à partir de 2028 seulement, selon un scénario modéré. Cela ne tient toutefois pas compte des impacts potentiels du conflit ukrainien ultérieur sur les budgets d'aide des pays donateurs<sup>9</sup>.

Dans un scénario de statu quo, le déficit de financement ne devrait donc s'accroître que dans le contexte d'une augmentation des besoins due à la polycrise.

### ***Tendances en matière de financement innovant***

La finance innovante comprend des solutions financières qui créent des moyens évolutifs et efficaces de canaliser à la fois l'argent privé des marchés financiers mondiaux et les ressources publiques pour résoudre les problèmes mondiaux les plus urgents. Cela comprend deux volets : davantage de ressources et une utilisation plus efficace de ces ressources, ou plus d'argent alloué à la nutrition et plus de nutrition pour l'argent disponible.

Actuellement, la nutrition est à la traîne par rapport à d'autres secteurs, tels que l'éducation et la santé, en termes de catalysation des financements innovants. Seules deux obligations nutritionnelles (mobilisant moins de 500 millions de dollars) ont été émises, contre 634 obligations vertes (plus de 290 milliards de dollars pour la seule année 2020). Au total, 31 obligations à impact social/développement dans le domaine de la santé et 24 dans celui de l'éducation ont été émises, mais une seule l'a été dans le domaine de la nutrition. Le secteur de la santé mondiale a mobilisé plus de 285 millions de dollars par le biais de cinq fonds d'investissement d'impact, contre un seul fonds d'impact sur la nutrition.

## Trois domaines d'opportunité pour accélérer les progrès en matière de financement de la nutrition

### Domaine d'opportunité n° 1 : Libérer le potentiel du financement national pour une réponse efficace et durable en matière de nutrition, là et quand cela est nécessaire

Une action gouvernementale coordonnée et des ressources publiques bien gérées sont essentielles pour une réponse nutritionnelle plus efficace et plus percutante. La volonté politique de définir une vision et une stratégie nationales claires, de générer des investissements dans tous les secteurs et de fixer des objectifs responsables est essentielle pour générer davantage de ressources pour la nutrition et obtenir un impact plus important pour les ressources dépensées.

- **Susciter une volonté politique et une demande d'augmentation des investissements dans la nutrition dans tous les secteurs et les aligner sur des outils et des processus de budgétisation communs.** L'augmentation des investissements dans la nutrition est avant tout un processus politique. Sous l'égide du gouvernement, les plateformes multipartites peuvent collaborer pour disposer de davantage de ressources nationales (notamment par le biais d'incitations financières en faveur des aliments sains et de taxes sur les mauvais aliments) et les déployer plus efficacement, en ciblant les zones où le fardeau de la malnutrition est le plus lourd. Lorsque les gouvernements nationaux accordent la priorité à l'investissement dans la nutrition et plaident en faveur d'un programme de capital humain, par exemple, ils peuvent attirer l'attention sur les besoins en ressources qui peuvent être satisfaits par des programmes de financement du développement tels que l'IDA. Une plus grande volonté politique est nécessaire pour mobiliser les investissements nationaux, augmenter les investissements externes et les opportunités de cofinancement et les aligner sur les processus de budgétisation nationaux.
- **Soutenir l'adoption d'objectifs de financement régionaux ou nationaux pour la nutrition, y compris le cadre politique et l'objectif de financement prévus par l'Union africaine pour la nutrition.** Fixer des objectifs financiers est l'une des premières étapes pour reconnaître la nutrition comme domaine d'investissement prioritaire et encourager la responsabilité. La Commission de l'Union africaine a donné mandat pour l'adoption d'un nouveau cadre politique continental et d'un objectif de financement pour la nutrition, qui comprend des orientations sur la manière dont les pays peuvent optimiser les investissements dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et de la protection sociale.
- **Défendre et soutenir les réformes de la gestion des finances publiques et le renforcement des capacités dans le domaine de la nutrition.** Fixer des objectifs et établir des engagements ne se traduisent par des résultats que lorsque les budgets sont alloués et dépensés de manière stratégique. Les pays allouent leurs ressources nationales à la nutrition dans de multiples secteurs, parfois avec des montants importants, mais ces ressources ne sont pas visibles ni reliées entre elles et ne font pas l'objet d'une reddition de comptes. De meilleurs résultats peuvent être obtenus grâce à des outils permettant d'améliorer l'allocation stratégique des ressources, notamment l'analyse de l'efficacité de l'allocation, la budgétisation et le suivi sensibles à la nutrition, et les approches de financement basées sur les résultats.

Grâce à une forte volonté politique, certains pays comme l'Indonésie, le Rwanda et le Pakistan, ont mis en place une réforme de la **Gestion des finances publiques (GFP)** axée sur

la nutrition afin de permettre le suivi des dépenses nutritionnelles dans l'ensemble des secteurs<sup>10</sup>.

Le système de suivi de l'Indonésie a contribué à rendre pour la toute première fois les dépenses pour la nutrition visibles pour les décideurs, ce qui a conduit à l'engagement annoncé lors du Sommet N4G de Tokyo en 2021 de maintenir plus de 2 milliards de dollars (USD) d'allocation budgétaire annuelle à la nutrition jusqu'en 2024<sup>11</sup>. Au Rwanda, les données générées par un système similaire ont contribué à une augmentation de l'allocation budgétaire à la nutrition de 24 % entre 2021 et 2022 (Figure 2), tandis que la croissance de l'enveloppe totale des ressources nationales a été beaucoup plus faible<sup>9</sup>.

→ **Jouer un rôle actif dans la mobilisation des engagements financiers nationaux lors du Sommet N4G en France.** Lors du dernier N4G en 2021, 60 pays ont pris des engagements à hauteur de 27 milliards de dollars (USD) en faveur de la nutrition, y compris des engagements nationaux significatifs soutenus par une volonté politique forte et un intérêt pour le renforcement des capacités de gestion des finances publiques. Depuis lors, de plus en plus de pays ont manifesté leur intérêt pour ces initiatives, qui vont de l'évaluation du coût d'un plan national de nutrition à l'analyse de l'efficacité de l'allocation, en passant par la définition d'objectifs financiers et le suivi des dépenses en matière de nutrition. La prochaine révision du cadre mondial d'investissement dans la nutrition rétablira les coûts de l'intensification des interventions nutritionnelles à fort impact fondées sur des données probantes, y compris les interventions sensibles à la nutrition et les considérations liées au climat et au genre, ce qui fournira une base pour les engagements N4G et servira d'outil clé pour le plaidoyer du Groupe pilote.

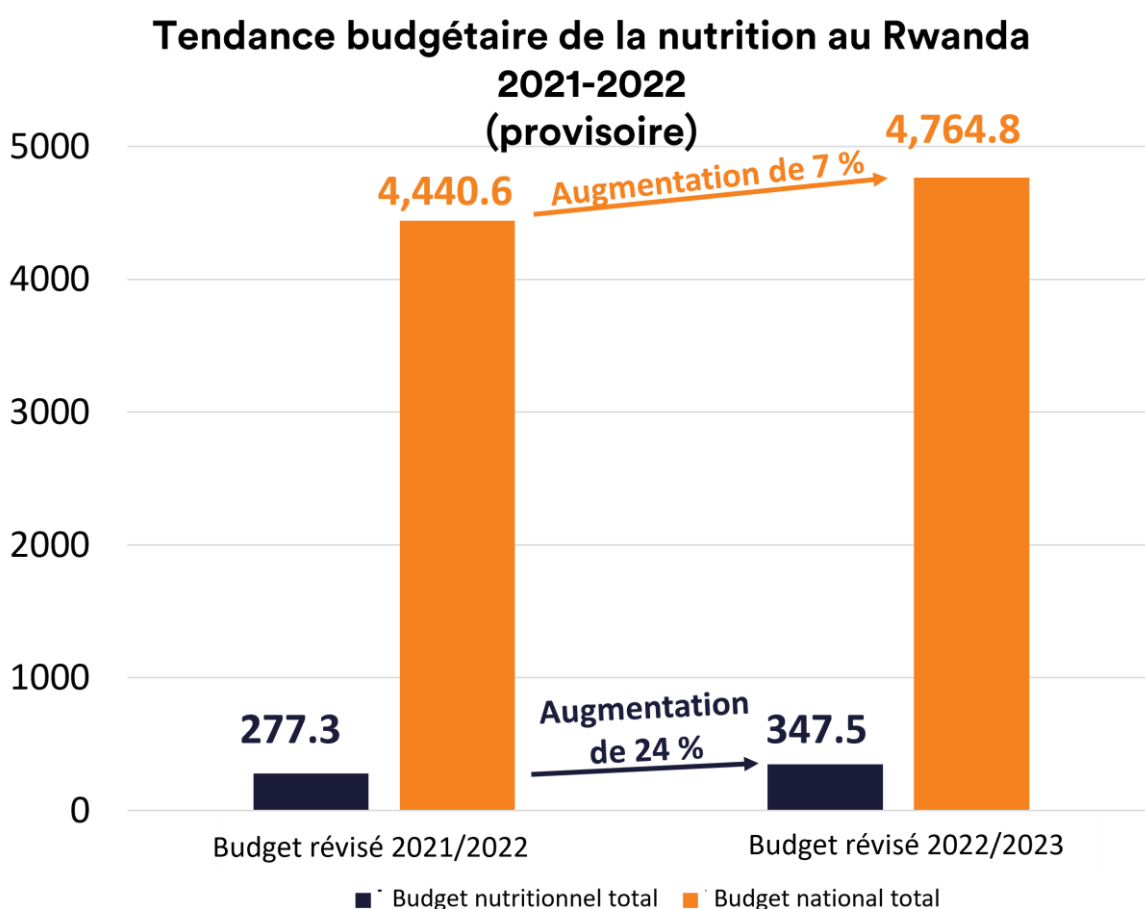


Figure 2 Augmentation du budget nutritionnel du Rwanda

Source : Banque Mondiale

## Domaine d'opportunité n° 2 : Renforcer les sources de financement existantes et les déployer plus efficacement pour la nutrition

Les prêts concessionnels et les subventions n'ont pas été suffisamment mobilisés pour la nutrition. Cette dernière est par ailleurs sous-représentée dans les stratégies intersectorielles des institutions financières internationales (IFI) et des banques multilatérales de développement (BMD). Les domaines spécifiques de plaidoyer et de coordination sont les suivants :

→ **Plaider en faveur de réformes lors du prochain cycle de reconstitution des ressources de l'IDA21 de la Banque mondiale qui reflètent le rôle central de la nutrition dans le progrès et l'aide au développement, en particulier en cette période de crises aggravées.** L'IDA de la Banque mondiale et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) représentent de loin l'une des plus importantes sources de financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition, avec environ 3,6 milliards de dollars d'engagements de l'IDA et de la BIRD pour l'exercice 23. En plaçant la nutrition au premier plan des réponses des pays aux crises climatiques, alimentaires et sanitaires croisées, et des plans d'investissement durable dans une reprise économique qui soutient le développement du capital humain, nous pouvons renforcer davantage la qualité et la quantité du financement de la nutrition dans les opérations de la Banque mondiale.

Les recommandations pour le prochain cycle de l'IDA et de la BIRD comprennent, entre autres, les points suivants :

- Développer un thème spécial sur la nutrition et la sécurité alimentaire dans le cadre de l'IDA21 afin de susciter des engagements plus spécifiques et plus solides qui tiennent compte de la nature multisectorielle de la nutrition dans les autres thèmes spéciaux.
  - Élaborer une feuille de route pour renforcer l'intégration de la nutrition dans les principaux domaines d'action mondiaux, en particulier la protection sociale ainsi que l'alimentation et l'agriculture.
  - S'engager à maintenir les niveaux de financement de l'exercice 22 pour les exercices suivants et à accélérer le rythme des décaissements compte tenu des besoins critiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle auxquels les pays sont confrontés.
  - Travailler avec les emprunteurs de l'IDA afin d'établir une demande clairement définie et articulée pour le financement de la nutrition.
- **Soutenir les banques régionales de développement (BRD) pour l'intégration de la nutrition dans les filières et opérations sectorielles.** Plusieurs BRD ont renforcé leur soutien à la nutrition et ce travail doit être étendu et reproduit. Par exemple, le programme Banking on Nutrition de la Banque africaine de développement (BAD) vise à intégrer la nutrition dans tous les portefeuilles de la BAD, avec des objectifs concrets dans chaque filière sectorielle. La Banque asiatique de développement a créé un groupe de travail multisectoriel et élabore des orientations stratégiques pour renforcer son engagement en matière de sécurité nutritionnelle. La Banque islamique de développement cible spécifiquement les résultats nutritionnels des investissements agricoles réalisés par l'intermédiaire de son fonds Lives & Livelihoods. Il s'agit là de signaux prometteurs, mais toutes les BRD devraient avoir des objectifs spécifiques, transparents et responsables en matière de financement de la nutrition. Des mécanismes de coordination nutritionnelle plus importants sont nécessaires entre les banques publiques de développement, tels que le Sommet « Finance in Common », en particulier dans la mesure où elles travaillent à des actions communes en faveur du changement climatique et du



développement durable.

- **Soutenir l'engagement continu des plus grands donateurs bilatéraux, multilatéraux et philanthropiques.** Plusieurs donateurs de longue date dans le domaine de la nutrition, y compris ceux représentés dans le Groupe pilote SUN, ont joué un rôle essentiel dans l'augmentation et le maintien du financement de la nutrition. En outre, il existe des moyens pour ces donateurs de continuer à s'engager en plus de leur soutien de base à l'ODA. Par exemple, grâce à un partenariat entre la Banque européenne d'investissement et la Fondation Bill & Melinda Gates, le Fonds européen pour le développement durable Plus est en train de constituer une réserve de projets de financement mixte, dont une priorité autour de l'enrichissement des aliments à grande échelle. Il est possible de faire davantage grâce à ces mécanismes, notamment en soutenant les producteurs de produits nutritionnels essentiels.
- **Veiller à ce que la nutrition soit incluse dans les efforts plus larges de mobilisation des ressources dans les systèmes de santé, d'alimentation et de protection sociale.** L'investissement dans le capital humain et la résilience devrait être au cœur des réponses nationales et régionales aux crises mondiales actuelles en matière de santé, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de changement climatique, dans lesquelles la nutrition joue un rôle fondamental. Un plaidoyer fondé sur des données probantes permet de mettre en avant la sensibilité à la nutrition et les avantages connexes dans tous les secteurs clés.
- **Financement des soins de santé primaires** : il est fréquent que les services de nutrition ne soient pas explicitement prioritaires dans le financement de la santé publique, y compris dans les programmes de santé publique et le financement de la prestation de services, en particulier le financement et l'incitation des systèmes de soins de santé primaires. La taxation liée à l'alimentation peut freiner la consommation d'aliments mauvais pour la santé et générer des recettes supplémentaires, augmentant ainsi la marge de manœuvre budgétaire pour la poursuite des priorités de développement.
  - **Réorienter les aides publiques agroalimentaires vers les systèmes alimentaires** : les subventions agroalimentaires et les aides publiques s'élèvent à plus de 800 milliards de dollars américains par an dans le monde<sup>12</sup>. Les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, du climat et de la santé commencent à travailler ensemble pour réorienter les systèmes alimentaires vers des régimes plus sains, des populations plus saines, des économies plus saines et une planète plus saine, mais un engagement politique plus fort et des investissements dans une optique de nutrition sont nécessaires.
  - **Une protection sociale adaptée à la nutrition** : la polycrise qui persiste actuellement a mis en évidence l'importance des systèmes de protection sociale. Certains pays envisagent de mettre en place des programmes d'assistance « Cash+ » donnant la priorité à la nutrition afin que ces programmes aient un véritable impact et maximisent les retours sur investissement en capital humain.
- **Déployer des outils de financement du développement pour faciliter l'engagement du secteur privé dans la nutrition.** Les instruments qui ont été déployés efficacement dans d'autres domaines de la santé mondiale comprennent par exemple les prêts et les garanties, les engagements préalables sur le marché, le financement mixte, le financement relais et d'autres possibilités de financement autres que les subventions. Des progrès ont été accomplis récemment dans ce domaine, notamment grâce au cofinancement de la subvention « Power of Nutrition » avec l'IDA dans huit pays, au Fonds de contrepartie pour la nutrition de l'UNICEF, qui a déjà permis à sept pays d'utiliser un mécanisme catalytique d'appariement un à un pour

associer le financement national aux ressources des donateurs pour les fournitures nutritionnelles essentielles, et à un mécanisme de paiement anticipé pour les fournisseurs de produits de base, qui a permis d'améliorer la rapidité et les volumes des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi qui ont sauvé des vies, livrés au beau milieu de la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale.

- **Accroître la sensibilité à la nutrition des investissements dans les systèmes alimentaires, en particulier dans le secteur de l'agriculture.** Lorsqu'il existe une analyse des dépenses liées à la nutrition et à l'alimentation dans le secteur agricole, elle est largement insuffisante compte tenu des besoins, en particulier dans le contexte du changement climatique. Par exemple, les déchets et le gaspillage alimentaires représentent 400 milliards de dollars américains de pertes économiques par an<sup>13</sup>, et le fardeau des maladies d'origine alimentaire est estimé à plus de 100 milliards de dollars par an pour les pays à faible revenu<sup>14</sup>. Bien que certaines institutions comme le FIDA intègrent des objectifs sensibles à la nutrition dans leurs portefeuilles, il s'agit pour la majeure partie d'une exception plutôt que d'une norme, et les objectifs ne sont pas suffisamment bien définis quant aux interventions qui contribuent à de meilleurs régimes alimentaires et à une meilleure nutrition. Dans le cadre de l'attention mondiale tournée vers les systèmes alimentaires, la promotion d'une alimentation plus saine, l'amélioration des infrastructures de marché, la réduction des déchets et du gaspillage alimentaires et l'intégration de la nutrition dans les politiques et les programmes agricoles sont des impératifs aussi bien sanitaires et qu'économiques.
- **Plaider pour que les flux de financement de la nutrition s'alignent sur le fardeau de la malnutrition dans les pays, jusqu'au niveau infranational.** Pour obtenir de meilleurs résultats avec les financements existants, les unités infranationales confrontées à des retards de croissance, des émaciations et des carences en micronutriments parmi les plus fréquents doivent bénéficier d'un financement disproportionnellement plus élevé pour répondre à ces besoins. Pour renforcer l'impact des sources de financement existantes, il faut non seulement que les interventions les plus efficaces soient financées, mais également que la couverture de ces interventions donne la priorité aux zones géographiques et aux populations les plus touchées.



© Unsplash / Alex Hudson

## Domaine d'opportunité n° 3 : exploiter de nouvelles sources de financement, y compris le financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, et développer des outils de financement innovants pour la nutrition

*Intégrer la nutrition dans les processus de la COP et dans les instruments de financement de l'adaptation au climat et de l'atténuation de ses effets.*

Il existe de plus en plus de preuves de l'interconnexion entre la nutrition et le climat. En effet, le changement climatique menace la nutrition et la sécurité alimentaire de milliards de personnes et les systèmes alimentaires sont responsables de 33 % des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, la nutrition est sous-représentée voire même absente dans la plupart des discussions et des négociations portant sur le financement du climat, tant pour l'adaptation que pour l'atténuation. La nutrition doit être intégrée dans les processus de la COP et les solutions de financement proposées, ainsi que dans les politiques climatiques, la planification et les processus de financement des pays. Il convient notamment de prendre les mesures suivantes :

- **Veiller à ce que la nutrition et la sécurité alimentaire soient une priorité dans les programmes des systèmes alimentaires et de l'agriculture de la COP 28**, y compris son volet financement et sa déclaration des dirigeants sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et l'action climatique. Compte tenu du rôle du Centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations unies en tant que partenaire stratégique de la présidence de la COP, veiller à ce que la nutrition soit au cœur du soutien du Centre et qu'elle soit défendue au plus haut niveau, y compris dans les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation nationaux. Un plus grand engagement est nécessaire pour s'assurer que la nutrition est incluse et éligible au financement des principaux fonds pour le climat et la résilience et que les filières sont soutenues par un mécanisme de préparation de projet ou une assistance technique.
- **Aider les pays SUN à formuler une vision claire de la nutrition dans le cadre de leurs priorités en matière de santé climatique**, notamment en renforçant le rôle central de la nutrition dans l'adaptation et la résilience aux chocs, et en identifiant les interventions d'atténuation sensibles à la nutrition (telles que la réduction des pertes alimentaires dans les PRFM) qui doivent être intensifiées dès maintenant pour sauver des vies et préserver la santé.
- **Mobiliser les engagements financiers à l'intersection du climat et de la santé** et identifier une voie pour s'engager avec le groupe de travail des banques de développement sur le financement de la santé et du climat et le groupe des leaders de la santé et du climat.

*Développer des outils de financement innovants pour la nutrition qui ont déjà été déployés efficacement dans d'autres domaines de la santé mondiale.*

La nutrition peut être incluse dans de nombreuses catégories de financement innovant, notamment le paiement en fonction des résultats, le financement mixte, l'investissement à impact, les garanties de marché et les obligations sociales du marché des capitaux, ainsi que l'encouragement du financement par capital-risque en faveur d'aliments plus sains. En 2021, l'activité totale de capital-risque a atteint 612 milliards de dollars américains dans le monde, soit 100 % de plus que l'année précédente. Néanmoins, le capital investi dans la « durabilité » ou la technologie axée sur les objectifs ne représente qu'une petite fraction du total. La technologie agroalimentaire, composante importante de la durabilité, a reçu environ 51 milliards de dollars en 2021, soit moins de 10 % de l'allocation totale de capital-risque<sup>15</sup>. Le récent mouvement en faveur de la taxation des aliments mauvais pour la santé a permis d'augmenter la marge de manœuvre fiscale nationale dans les pays, tout en conduisant à de meilleurs résultats en matière de nutrition.

## Messages clés sur le financement de la nutrition

Le monde est confronté à une polycrise provoquée par des chocs récurrents et croisés, notamment des inégalités croissantes, des conflits, le changement climatique, une pandémie mondiale, des niveaux d'endettement insoutenables et des perturbations du marché de l'énergie, des denrées alimentaires et des engrais. L'enjeu relatif à la nutrition se trouve au cœur de cette polycrise, avec des effets cumulés sur le développement individuel et sociétal. Chaque année, la malnutrition coûte à l'économie mondiale environ 3 500 milliards de dollars américains, soit 5 % du PIB mondial<sup>1</sup>. Pourtant, les investissements mondiaux dans la nutrition ont peu évolué au cours des dix dernières années, l'essentiel de la croissance étant dû à des augmentations ponctuelles du financement humanitaire<sup>2</sup>. Ce manque d'investissement dans la nutrition est d'autant plus stupéfiant qu'il est scientifiquement prouvé que le fait de négliger la nutrition au cours des 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant entraîne des dommages à vie non seulement en termes de croissance, de développement et de bien-être de l'enfant, mais impacte également sa contribution future pour une économie saine et performante. Il est essentiel de prévenir cette tendance, surtout que l'investissement dans la nutrition est incroyablement rentable : chaque dollar investi dans la prévention de la malnutrition génère des bénéfices nets estimés à 16 dollars américains.

La mobilisation de ressources adéquates pour la nutrition afin de répondre aux besoins d'aujourd'hui et de demain nécessitera un effort délibéré et coordonné pour étendre et diversifier les sources de financement dans un environnement où les ressources sont limitées. Il est nécessaire de passer d'un appel général à plus de financement à une approche et une stratégie plus ciblées qui identifient clairement les interventions à fort impact ainsi que la valeur et l'efficacité des approches multisectorielles pour un financement supplémentaire de la nutrition et qui met en place les mesures nécessaires pour tirer parti de ces nouvelles ressources. Dans ce contexte, le Groupe pilote du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) a identifié trois domaines fondamentaux pour guider cet effort ciblé, ainsi que des mesures clés immédiates pour commencer à libérer leur plein potentiel en matière de nutrition.

### 1. Nous devons faire en sorte que le financement du développement et du climat soit au service de la nutrition.

Aujourd'hui, nos efforts ne font qu'effleurer la surface de ce que le financement du développement et du climat peut apporter à la nutrition. Il existe plusieurs façons de maximiser ce que le financement du développement et du climat peut faire, en particulier :

- **Les gens et les politiciens doivent (à nouveau) parler de la nutrition** : malgré la crise alimentaire et nutritionnelle persistante, le sujet de la malnutrition est à peine soulevé dans les discussions politiques et politiques de haut niveau à travers le monde. Pour débloquer des financements, il est essentiel de faire clairement référence au sujet de la nutrition et son impact - à la fois de manière négative s'il est négligé et de manière positive s'il est priorisé - dans les discussions sur la faim, la sécurité alimentaire, les systèmes alimentaires, le changement climatique, la résilience et la biodiversité, et dans les processus clés, notamment les COP du G7, du G20, du climat et de la biodiversité et les réunions de la Banque mondiale et du FMI, y compris la réforme des banques multilatérales de développement. Il est essentiel de mettre l'accent sur la nutrition des jeunes enfants et ses conséquences sur le capital humain.

---

<sup>1</sup> International Food Policy Research Institute. "Global nutrition report 2014: actions and accountability to accelerate the world's progress on nutrition." (2014)

<sup>2</sup> Results for Development Tracking aid for the WHA nutrition targets: Progress toward the global nutrition goals between 2015-2021. (juillet 2023)

- **Nous devons impliquer les banques de développement** : plusieurs banques régionales de développement (BRD) ont renforcé leur soutien à la nutrition, et ce travail doit encore être étendu et reproduit. Nous devons veiller à ce que toutes les BRD aient des objectifs spécifiques, transparents et responsables en matière de financement de la nutrition. Dans le cas de la Banque mondiale, cet effort doit commencer par la promotion proactive et le développement de la nutrition dans le cadre de la reconstitution des ressources de l'IDA21.
- **Nous devons intégrer la nutrition dans le financement de la lutte contre le changement climatique** : il existe de plus en plus de preuves de l'interconnexion entre la nutrition et le climat. En effet, le changement climatique menace la nutrition et la sécurité alimentaire de milliards de personnes et les systèmes alimentaires sont responsables de 33 % des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, la nutrition est sous-représentée voire même absente dans la plupart des discussions et des négociations portant sur le financement du climat, tant pour l'adaptation que pour l'atténuation. Nous devons intégrer la nutrition dans les processus de la COP et les solutions de financement proposées, ainsi que dans les politiques climatiques, la planification et les processus de financement des pays. Cela peut se faire par le biais d'un plaidoyer coordonné et commun à haut niveau dans le cadre de processus et d'événements mondiaux et régionaux cruciaux, ainsi que par le soutien à une plus grande cohérence politique, au renforcement des capacités et à la mise en œuvre conjointe aux niveaux régional, national et infranational.
- **Nous devons mobiliser le financement de la santé** : bien qu'ils soient un élément essentiel de l'approche « One Health » (une seule santé), les services de nutrition ne sont souvent pas explicitement prioritaires dans le financement de la couverture sanitaire universelle (CSU), y compris dans les ensembles de prestations de la CSU, le financement de la prestation de services et le financement et l'incitation des systèmes de soins de santé primaires. Les communautés de la santé et de la nutrition doivent collaborer plus étroitement pour veiller à ce que les services de nutrition fassent partie de tous les programmes de financement de la santé primaire et communautaire.
- **Nous devons réorienter les aides publiques à l'agroalimentaire vers les systèmes alimentaires** : les subventions à l'agroalimentaire et les aides publiques s'élèvent à plus de 800 milliards de dollars américains par an dans le monde<sup>3</sup>. Les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, du climat et de la santé commencent à travailler ensemble pour réorienter les systèmes alimentaires vers des régimes plus sains, des populations plus saines, des économies plus saines et une planète plus saine, mais nous devons obtenir un engagement et un investissement politiques plus forts en appliquant le prisme de la nutrition à ces efforts.
- **Nous devons faire en sorte que la protection sociale tienne compte de la nutrition** : la pauvreté et la dénutrition sont inextricablement liées, et les ménages les plus pauvres abritent presque invariablement des enfants et des femmes souffrant de malnutrition. Les systèmes et les actions de protection sociale, y compris les efforts qui prennent en compte l'aide Cash+, doivent systématiquement refléter les vulnérabilités nutritionnelles en tant que mesure clé pour cibler et mesurer leur succès dans l'amélioration du capital humain.

**2. Nous devons augmenter les ressources nationales pour la nutrition.** Au cours de la dernière décennie, les gouvernements nationaux ont augmenté leur engagement en faveur de la nutrition. Toutefois, la nutrition représente toujours moins de 1 % des budgets nationaux annuels. Nous devons aider les gouvernements nationaux à accroître l'efficacité et le volume global des financements provenant des principaux secteurs et ministères concernés par la nutrition :

---

<sup>3</sup> The Global Nutrition Report (2022). Nutrition Accountability Framework. <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/>

- **Nous devons obtenir un engagement politique.** Les ressources nationales sont limitées et les gouvernements nationaux doivent faire des choix difficiles lorsqu'il s'agit de les allouer. Si la nutrition - et plus particulièrement la nutrition maternelle et infantile - doit bénéficier de ressources nationales plus importantes, nous devons d'abord obtenir un engagement politique. Il existe plusieurs opportunités à venir pour stimuler l'engagement politique, y compris (mais sans s'y limiter) : a) la COP28 ; b) le Sommet du Futur ; c) l'examen de l'ODD 2 ; d) le Sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G) ; e) le prochain cadre politique de l'Union africaine sur la nutrition et les objectifs de financement, mais aussi les engagements de l'ASEAN, du SARC ou du CDEMA sur la nutrition ; f) les programmes et les voies de transformation des systèmes alimentaires nationaux.
- **Nous devons veiller à ce que les gouvernements aient des plans chiffrés clairs pour la nutrition.** En l'absence d'objectifs et de plans de travail clairs, il est impossible d'estimer le montant nécessaire pour faire progresser l'agenda nutritionnel dans chaque pays, ainsi que les coûts annuels estimés de ces efforts. Nous devons veiller à ce que les pays aient mis en place des plans solides, hiérarchisés et chiffrés couvrant les principaux secteurs liés à la nutrition<sup>4</sup>.
- **Nous devons renforcer le suivi du financement de la nutrition au niveau des pays.** Pour réussir à mobiliser des fonds pour la nutrition, nous devons avoir une idée claire de la part des plans chiffrés disposant de ressources suffisantes et de celle qui doit être mobilisée. Pour ce faire, nous devons nous assurer qu'il existe des mécanismes permettant de suivre ces informations et de les placer au cœur des discussions de planification nationale sur les futures allocations nationales en faveur de la nutrition.
- **Nous devons encourager l'allocation des ressources nationales.** Pour combler le déficit de financement au niveau national et mobiliser davantage de ressources nationales, nous devons créer des incitations financières. Plusieurs initiatives, dont le Fonds pour la nutrition des enfants, visent spécifiquement à encourager les investissements nationaux dans le domaine de la nutrition par l'apport de ressources nationales sur une base individuelle. Le succès de ces efforts démontre que nous devons veiller à ce que les gouvernements nationaux soient conscients de l'existence de ces instruments et à ce que les donateurs mondiaux continuent à soutenir leur déploiement en tant que mesure clé pour accroître les ressources nationales.

### 3. Nous devons mobiliser des opportunités de financement novatrices pour la nutrition

Contrairement à d'autres secteurs, la nutrition n'a commencé que récemment à explorer activement les opportunités de financement innovantes. Il existe une série d'outils que d'autres secteurs mobilisent avec succès pour obtenir des financements innovants, notamment des prêts et des garanties, des engagements préalables sur le marché, des financements mixtes, des financements relais et d'autres possibilités de financement autres que des subventions. Nous avons constaté une grande réussite lorsque ces opportunités innovantes sont mobilisées avec succès, notamment la taxation liée à l'alimentation qui peut freiner la consommation d'aliments malsains et générer des recettes supplémentaires, augmentant ainsi la marge de manœuvre fiscale pour poursuivre les priorités de développement. Nous devons recueillir et exploiter les succès déjà existants dans le domaine de la nutrition, menés par les partenaires SUN, et déployer activement de nouvelles opportunités et de nouveaux modèles qui exploitent ces opportunités. Nous devons également travailler ensemble à l'élaboration d'un ensemble clair de paramètres permettant de mesurer l'impact des investissements en termes sociaux et financiers.

### 4. Mieux identifier et impliquer les financeurs et acteurs du secteur privé

---

<sup>4</sup> Actuellement, 35 pays SUN disposent de plans nutritionnels multisectoriels chiffrés, tandis que la plupart d'entre eux ont mis en place des plans.

Les budgets bilatéraux et multilatéraux étant mis à mal par les donateurs traditionnels et institutionnels, nous devons mieux identifier les bailleurs de fonds privés qui partagent les mêmes valeurs et engagent des ressources pour développer l'argumentaire en faveur de l'investissement dans la nutrition. Pour ce faire, il faudra mettre davantage l'accent sur la démonstration de la relation de cause à effet entre nos activités en tant que Mouvement et la manière dont elles se traduisent par une amélioration des résultats en matière de nutrition.

Nous devons donner la priorité :

- à la collecte et la synthèse de données pour démontrer notre valeur et notre impact différenciés ;
- à la mise en relation de ces efforts avec des acteurs privés de co-créeer de nouveaux programmes et la collecte de nouveaux fonds ;
- au développement des partenariats qui tirent parti de leur sens aigu des affaires pour atteindre et optimiser les résultats en matière de nutrition et ;
- ensemble, donner la priorité à la manière dont ces activités, lorsqu'elles sont combinées aux besoins des petites et moyennes entreprises (PME), peuvent être mises à profit pour créer des conditions qui facilitent la production et la consommation d'aliments sains.

## Références

- <sup>1</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition. » (2014).
- <sup>2</sup> Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. "Global nutrition report 2014: actions and accountability to accelerate the world's progress on nutrition." (2014).
- <sup>3</sup> Shekar, Meera ; Kakietek, Jakub ; Dayton Eberwein, Julia ; Walters, Dylan. An Investment Framework for Nutrition: Reaching the Global Targets for Stunting, Anemia, Breastfeeding, and Wasting. Directions in Development--Human Development. World Bank (2017). (<http://hdl.handle.net/10986/26069>)
- <sup>4</sup> Kyle B, Mary D'A, Jack C. As the pandemic shrinks fiscal space, will governments prioritize nutrition funding? Results for Development (2020). (<https://r4d.org/blog/as-the-pandemic-shrinks-fiscal-space-will-governments-prioritize-nutrition-funding/>).
- <sup>5</sup> World Health Organization. "Global expenditure on health: public spending on the rise?" (2021).
- <sup>6</sup> Kurowski, Christoph, David B. Evans, Ajay Tandon, Patrick Hoang-Vu Eozenou, Martin Schmidt, Alec Irwin, Jewelwayne Salcedo Cain, Eko Setyo Pambudi, and Iryna Postolovska. *From double shock to double recovery implications and options for health financing in the time of COVID-19*. World Bank Group, 2021.
- <sup>7</sup> World Health Organization. "Children: Improving survival and wellbeing." (2020). (<https://www.who.int/newsroom/factsheets/detail/children-reducing-mortality>).
- <sup>8</sup> Results for Development. "Tracking aid for the WHA nutrition targets: Progress toward the global nutrition goals between 2015- 2021" (2023).
- <sup>9</sup> Osendarp, Saskia, Jonathan Kweku Akuoku, Robert E. Black, Derek Headey, Marie Ruel, Nick Scott, Meera Shekar, et al. "The COVID-19 crisis will exacerbate maternal and child undernutrition and child mortality in low-and middle-income countries." *Nature food* 2, no. 7 (2021): 476-484 ([doi.org/10.1038/s43016-021-00319-4](https://doi.org/10.1038/s43016-021-00319-4)).
- <sup>10</sup> Piatti-Fünfkirchen, Moritz, Ali Winoto Subandoro, Timothy Williamson, and Kyoko Shibata Okamura. "Driving Nutrition Action Through the Budget: A Guide to Nutrition-Responsive Budgeting." (2023).
- <sup>11</sup> The Global Nutrition Report (2022). Nutrition Accountability Framework. (<https://globalnutritionreport.org/resources/naf/>).
- <sup>12</sup> The Global Nutrition Report (2022). Nutrition Accountability Framework. (<https://globalnutritionreport.org/resources/naf/>).
- <sup>13</sup> Food and Agriculture Organization of the United Nations. Nutrition: Food loss and Waste: <https://www.fao.org/nutrition/capacity-development/food-loss-and-waste/en/>
- <sup>14</sup> Jaffee, Steven; Henson, Spencer; Unnevehr, Laurian; Grace, Delia; Cassou, Emilie. 2019. The Safe Food Imperative: Accelerating Progress in Low- and Middle-Income Countries. Agriculture and Food Series; Washington, DC: World Bank. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30568>.
- <sup>15</sup> Shekar, Meera, Meghan O'Hearn, Ellina Knudsen, Kenji Shibuya, Simon Bishop, Hélène van Berchem, Christopher Egerton-Warburton, Kyoko Shibata Okamura, and Dariush Mozaffarian. "Innovative financing for nutrition." *Nature Food* 4, no. 6 (2023): 464-471 (<https://doi.org/10.1038/s43016-023-00778-x>).





ENGAGE • INSPIRE • INVEST

Scaling Up Nutrition Movement  
(Mouvement pour le  
renforcement de la nutrition)  
c/o Secrétariat du  
Mouvement SUN  
Villa Le Bocage, Palais des Nations  
CH-1211 Genève, Suisse  
+41 (0) 22 917 7283  
info@scalingupnutrition.org  
www.scalingupnutrition.org